

l'occupation du temps libre, l'excitation éphémère des sens et les joies du rassemblement social.

Bien sûr, cette analyse est fortement orientée. La culture a le droit d'être légère et rassembleuse; c'est aussi son rôle. Elle a le droit de se limiter à un plaisir hédoniste; cette fonction a toujours existé. Mais que va-t-il advenir de sa fonction spirituelle? Les artistes les plus passionnants nous exposent aux questions les plus difficiles de l'existence. Ils nous mettent devant le caractère indéfinissable, incompréhensible, irréductiblement mystérieux du monde. Ce faisant, ils génèrent une intranquillité féconde, indispensable à toute collectivité. Problème: l'intranquillité s'accompagne souvent de doutes, d'angoisses, de rejets, de conflits. Autant d'éléments qui ne sont pas des critères d'attraction très probants pour les entreprises ou les touristes.

Malgré leur volonté affichée – et sans doute sincère – de donner à la culture un rôle de questionnement et de confrontation, les pouvoirs publics mettent ainsi les artistes dans une situation de «double-bind». Autrement dit, les créateurs doivent remplir deux contraintes qui s'opposent: d'une part, enrichir la part spirituelle d'une collectivité, et donc être un agent d'incertitude; d'autre part, être un instrument de marketing urbain, et donc un agent de communication et de vente. Généralement, la double contrainte conduit soit à la paralysie, soit à la disparition de l'un des deux termes – le plus fragile évidemment.

Mais sans doute la réalité sera-t-elle plus complexe que mes petites spéculations. Sans doute qu'un certain nombre d'artistes réussiront à rester intègres, à garder un cap qui n'obéit qu'à une logique intime de création, à échapper au «double-bind» par le haut. Malgré tout, je ne parviens pas à me départir d'un sentiment de tristesse. On peut bien constater que la culture rapporte de l'argent; lui donner ce rôle et en faire un argument majeur pour la soutenir me paraît obscène. J'ai le sentiment d'appartenir à un monde qui réduit tout à l'utile, qui ne sait agir qu'en appelant l'intérêt en renfort, l'intérêt devenu sacro-saint. Dans ce monde, le pragmatisme et la promotion sociale occupent le cœur de l'existence. Malgré tous les bénéfices sonnants et trébuchants envisageables, j'en ressens une douloureuse perte d'humanité.

Bio express de Pierre-Louis Chantre

Journaliste indépendant spécialisé dans la culture et auteur de théâtre, Pierre-Louis Chantre a écrit «Genève en mouvement» aux Editions Autrement, un portrait socio-culturel de la ville contemporaine. Chroniqueur pour le Forum du rassemblement des artistes et acteurs culturels (RAAC) à Genève, il prépare une publication sur la politique culturelle genevoise tirée de cette grande plateforme de débats.

entretien avec Olivier Moeschler

subventions à la culture, une histoire de cent soixante ans

Propos recueillis par Pierre-Louis Chantre

Financer la culture pour en tirer du profit: à quel point cette idée est-elle inédite? Dans le *Glossaire de la politique culturelle en Suisse* édité par Pro Helvetia en 2005, on lit que «la prise en compte de la rentabilité dans le domaine culturel n'est pas une invention de notre époque. (...) Ce qui est nouveau, en revanche, c'est la tendance à considérer la culture comme une branche économique». Une étude historique des motifs qui ont présidé aux politiques culturelles en Suisse reste à faire. En attendant, le sociologue de la culture Olivier Moeschler, chercheur associé à l'Université de Lausanne, brosse un bref panorama historique.

pour quelles raisons le soutien public à la culture apparaît-il en Suisse?

La subvention culturelle commence en 1848 avec la fondation des Archives fédérales, puis celles du Musée national suisse et de la Bibliothèque nationale dans les années 1890. Ce sont donc d'abord des visées de conservation du patrimoine. Il y a aussi une volonté de renforcer la cohésion du pays par les expositions nationales, dont la première se tient en 1883, mais c'est très ponctuel. Apparaît aussi une politique fédérale d'apparat. Le premier décret d'encouragement aux beaux-arts date de 1887. On demande ensuite à des artistes d'embellir des bâtiments publics comme le Palais fédéral inauguré en 1902. Dans ce cas, on affirme vouloir «rapprocher l'Etat du peuple». Un sociologue marxiste dirait qu'il s'agissait surtout d'asseoir le pouvoir face à la population. Cette politique reste cependant très modeste.

y avait-il aussi des raisons identitaires?

Oui, il fallait créer l'identité collective, centrale dans cette «*Willensnation*» qu'est la Suisse. C'est d'ailleurs pendant cette période qu'on invente le style «vieux suisse» en architecture. On crée de toutes pièces un style national qui mélange plusieurs éléments disparates. On va même jusqu'à inventer des armoiries et des figures de légende.

villes et cantons obéissent-ils à une même logique?

Les motivations sont moins explicites. Mais lorsqu'une ville comme Bâle ou Zurich construit un Stadttheater, il s'agit d'identité mais aussi et surtout de prestige. La ville veut montrer qu'elle est capable de se payer une grande infrastructure culturelle.

comment ces motivations évoluent-elles avec le temps?

Elles restent grosso modo les mêmes jusqu'à la montée des totalitarismes des années 1930. A cette époque naît au niveau fédéral une dimension défensive, voire nationaliste. En 1938, on crée Pro Helvetia pour la défense des valeurs propres à la Suisse. Dans ce qui apparaît aujourd'hui comme une parenthèse autoritaire de la politique culturelle helvétique, on instrumentalise la culture pour les intérêts nationaux, dans le cadre de la «Défense spirituelle nationale».

comment les artistes ont-ils réagi?

Il y a eu des résistances locales. Mais les milieux du cinéma par exemple y ont pleinement répondu. Les producteurs suisses réalisent des films qui célèbrent les valeurs nationales et drainent un public très large. D'une certaine manière, c'est la grande époque du cinéma suisse... Après la guerre, ces films ne font cependant plus recette. De son côté, Pro Helvetia change ses objectifs. Elle s'occupe désormais des échanges entre les régions linguistiques, de contacts culturels, de rayonnement et de prestige national par le biais des centres culturels à l'étranger.

quand est-ce que les pouvoirs publics comprennent que la culture joue un rôle pour leur économie?

Le point de départ se situe dans les années 1980. La population des villes se met à baisser, on mise alors sur une offre culturelle attractive pour garder les gens. En 1987, lorsqu'elle fait venir Maurice Béjart, Lausanne pense également à son prestige – notamment face à Genève, l'éternelle rivale – mais aussi au niveau international. Dès les années 1990, les responsables culturels défendent les budgets de la culture avec l'idée qu'ils induisent des retombées locales. En soi, utiliser la culture comme argument économique n'est donc pas totalement nouveau. Sa mise en avant comme instrument ou comme secteur économique semble par contre une évolution récente qui doit faire réfléchir.



Les dossiers thématiques de la SSA

Cette publication est la septième d'une série de dossiers publiés par la SSA comprenant:

- «Le grand écart mental de l'auteur polymorphe» (N° 1 – en français seulement),
- «Le rire est une affaire sérieuse» (N° 2 – en français et allemand),
- «La bataille de la diversité culturelle» (N° 3 – en français et allemand),
- «Le cinéma d'animation suisse: célébré, pluriel et solitaire» (N° 4 – en français et allemand),
- «Droit et morale du droit moral» (N° 5 – en français et allemand),
- «Accompagner les auteurs, des initiatives qui mènent à la scène» (N° 6 – en français et allemand).

Commande gratuite auprès de feedback@ssa.ch ou fichiers PDF sous www.ssa.ch.

GRAPHISME ET ILLUSTRATIONS
Estève Despond, Fribourg